

# Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques en Allemagne, de 1914 à 1933

Françoise Berger

► **To cite this version:**

Françoise Berger. Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques en Allemagne, de 1914 à 1933. D. Barjot (dir.). Les sociétés rurales face à la modernisation : Evolutions sociales et politiques en Europe des années 1830 à la fin des années 1920, Armand Colin (Collection : Regards sur l'histoire), p.229-247., 2005. <halshs-00147421>

**HAL Id: halshs-00147421**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00147421>**

Submitted on 29 Dec 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques en Allemagne, de 1914 à 1933

**Françoise Berger**

(IEP Grenoble - Pacte)

in D. Barjot (dir.), *Les sociétés rurales face à la modernisation : Évolutions sociales et politiques en Europe des années 1830 à la fin des années 1920*, Colin-Sedes, Collection : Regards sur l'histoire, 2005, 299 p.

---

La dernière période de l'étude des sociétés rurales allemandes forme une unité entre deux ruptures majeures : la Première Guerre mondiale et le nazisme. Il s'agit donc d'une phase de bouleversements historiques fondamentaux dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine : la fin de l'Empire, la révolution, la république de Weimar et son effondrement qui s'achève avec la victoire politique du NSDAP, le tout en moins de vingt ans. Avant cette tornade politique, la société allemande avait déjà connu des transformations économiques et sociales majeures depuis les années 1880 : une industrialisation tardive, mais très accélérée, accompagnée d'une urbanisation rapide et d'une poursuite de l'explosion démographique.

Dans leur composition, les sociétés rurales allemandes s'avèrent bien plus diversifiées que d'autres sociétés rurales européennes, par la présence d'une importante classe moyenne paysanne, propriétaire, à côté des grands propriétaires terriens. Ces derniers, les « Junkers » de la Prusse orientale, forment les élites rurales auxquelles il faut ajouter des propriétaires bourgeois de plus en plus nombreux et des « cadres » territoriaux (pasteurs et curés, représentants des assemblées locales et régionales, bourgeoisie rurale, administration, *etc.* ).

Si les grandes propriétés terriennes sont significatives en terme de superficie totale, elles sont en réalité peu représentatives de la réalité rurale, sauf en Prusse orientale. La principale caractéristique de la campagne allemande est en effet la présence numériquement majoritaire de petites et moyennes propriétés. A la différence de ce que l'on trouve ailleurs en Europe, le fermier ou le métayer, non propriétaire, sont très rares en Allemagne<sup>1</sup>. Ceci évidemment a des conséquences non négligeables sur le rapport à la propriété dans les sociétés rurales germaniques.

La dernière caractéristique de l'Allemagne rurale du début du siècle est celle de ses fortes variations régionales, avec des structures agraires et des types de productions qui dépendent de facteurs historiques, du climat, du sol, de la proximité des villes, *etc.* A cela s'ajoute une division religieuse nette entre les régions rurales protestantes du Nord et de l'Est, et celles catholiques de l'Ouest, du Sud-ouest et du Sud. Les Länder protestants de la Hesse et du Wurtemberg sont les seules exceptions à cette répartition géographique.

Sur cette période allemande spécifique, la principale problématique du sujet est portée par la question sous-jacente de la faiblesse puis de l'effondrement de la République de Weimar. Si le rôle des ouvriers, mais également des classes moyennes prolétarisées par la double crise financière des années 1920, a été largement étudié, on connaît moins, en France, le rôle des sociétés rurales dans l'échec tragique de la première république allemande. Dans ce contexte politique spécifique, se pose aussi la question de l'état de la modernisation du secteur agricole et de la transformation des sociétés rurales allemandes, de l'examen des groupes sociaux porteurs de cette modernisation.

L'approche chronologique s'impose ici. Aux années de guerre, on ajoutera aussi le premier après-guerre pour présenter dans une première partie cette époque de bouleversement total de la société allemande (1914-1923). Par la suite, les premiers signes d'une crise durable commencent dès le début de l'accalmie de la République et la grande crise ne vient que se surajouter à des difficultés agricoles déjà aiguës. Ce sera donc l'objet d'une seconde partie embrassant l'ensemble de la seconde période du régime de Weimar (1924-1933).

---

<sup>1</sup> D. GESSNER, „The Dilemma of German Agriculture during the Weimar Republic“, in R. BESSEL, E.J. FEUCHTWANGER (eds.), *Social Change and Political Development in Weimar Germany*, London, 1981.

## « THE GREAT DISORDER »<sup>2</sup> : LE BOULEVERSEMENT TOTAL DE LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE (1914-1923)

### I. Les sociétés rurales allemandes face à la Grande guerre (1914-1918)

Au moment de l'entrée en guerre, on est en présence de sociétés à la fois profondément traditionnelles et hiérarchisées, mais également profondément déstabilisées par le processus d'industrialisation et son accélération au début du XX<sup>e</sup> siècle qui a eu des conséquences majeures sur les populations. La guerre va achever le bouleversement de ces sociétés rurales.

#### ▪ Le monde rural en 1914

Avec la révolution industrielle, il y a eu prolétarianisation et déracinement de nombreux ruraux. Comme ailleurs en Europe, les campagnes se sont donc progressivement vidées, et ce malgré la forte croissance démographique allemande qui a surtout profité à la ville. Il faut de plus rappeler le retard pris en Europe par l'agriculture allemande au tournant du siècle, pour diverses raisons dont le choix du protectionnisme, a ralenti les nécessaires adaptations du secteur agricole face à la situation mondiale de la production.

Si dans les années de l'Entre-deux-guerres on voit s'opérer un certain transfert des propriétés des mains de la noblesse vers celle de la grande bourgeoisie, la répartition de la SAU et de sa propriété ne change guère jusqu'en 1933. La composition sociale du monde agricole au début des années trente est faite très majoritairement de tout petits propriétaires : 51,5 % des agriculteurs possèdent moins de 5 ha, 91 % possèdent moins de 20 ha et seulement 0,76 % possèdent des propriétés dépassant 100 ha (même si celles-ci représentent 20,97 % de la SAU totale).

Taille des propriétés agricoles en Allemagne (1933/1934)<sup>3</sup>

Taille en ha	Nombre d'unités	%	Superficie totale	%
Jusqu'à 5	1 246 800	51,50	3 512 300	14,30
5-20	956 200	39,50	9 158 400	37,30
20-50	174 200	7,19	5 076 700	20,60
50-100	25 700	1,06	1 691 900	6,87
100-200	8 200	0,36	1 241 000	5,04
Plus de 200	9 800	0,40	3 918 900	15,93

#### ▪ La guerre désorganise profondément le secteur agricole

Malgré la mise en place de la « Bürgerfried », une vaste alliance de guerre, le conflit qui dure va avoir des conséquences tragiques sur la vie quotidienne et entraîner une véritable tornade politique. Cependant, le bouleversement consécutif à la guerre n'est pas comparable en ville et à la campagne. La production agricole y est mise à mal par la réorganisation de l'économie de guerre.

Comme dans les autres pays en guerre, les industries d'armement mobilisent la main d'œuvre et en manquent. Ceci ajouté à la mobilisation des hommes (2 millions de paysans), et à celle de centaines de milliers de chevaux, a des conséquences tragiques sur la production agricole. Et ce, d'autant plus que, prévoyant une guerre courte, le gouvernement a négligé d'établir des plans à long terme pour l'approvisionnement agricole. Il espérait nourrir les soldats sur les productions des territoires occupés par les armées allemandes et de fait, on a recours, au début de la guerre, aux stocks saisis en Belgique et dans le Nord de la France.

Un Office des céréales a cependant été créé dès 1914, essentiellement pour éviter une hausse des prix, et d'autres offices par produits voient le jour en 1915 (sucres, matières grasses, pommes de terre). Dès la fin de l'année 1915, on réquisitionne le bétail et l'on met en place le

<sup>2</sup> Selon l'expression de G. FELDMAN (*The Great Disorder. Politics, Economics And Society In The German Inflation 1914-1924*, Oxford, 1993).

<sup>3</sup> D'après D. GESSNER, op. cit., p. 138.

rationnement, mais l'Office central de ravitaillement de guerre n'est créé que le 22 mai 1916<sup>4</sup>. Avec l'effet du blocus allié, la population allemande connaît de graves difficultés d'approvisionnement et des manifestations de la faim éclatent dans les villes en 1916. Or une partie de la main d'œuvre, qui aurait pu être disponible pour les travaux agricoles, est attirée par les hauts niveaux de salaire de l'industrie de guerre ce qui « assèche » presque totalement le marché de travail rural<sup>5</sup>. Ceci est également valable pour le personnel de ferme féminin<sup>6</sup>.

En dehors des 300 000 ouvriers agricoles polonais qui sont restés bloqués sur place à l'ouverture des hostilités, les seuls travailleurs disponibles dans les campagnes sont des prisonniers de guerre – russes pour la plupart – qui évidemment montrent peu d'enthousiasme à l'ouvrage. On manque terriblement de travailleurs qualifiés. Les petites exploitations sont bien plus touchées que les plus grandes, car elles ne peuvent se payer les gardiens nécessaires à l'utilisation de main d'œuvre prisonnière et souvent l'ensemble de personnel masculin a été mobilisé. De ce fait, la plupart des exploitations sont dirigées par les femmes<sup>7</sup>. En Prusse orientale, la situation est encore aggravée par la présence de véritables « recruteurs » venus de l'Ouest et du Centre pour trouver de la main d'œuvre saisonnière pour diverses récoltes<sup>8</sup>.

### ▪ La guerre renforce l'antagonisme ville/campagne.

Le traditionnel antagonisme ville/campagne est exacerbé par les tragiques pénuries alimentaires qui touchent Berlin et les grandes villes du pays.

A la suite des restrictions alimentaires et de la pénurie presque complète de viandes et de charcuteries, la consommation de pommes de terre a été multipliée par 2,5, fin 1916, par rapport au niveau d'avant-guerre. Des restrictions deviennent aussi nécessaires également pour cet aliment (une livre par jour). En juin 1916, on interdit son usage en alimentation animale (porcs), mais la récolte étant catastrophique (- 50% de l'année précédente), on doit durcir encore les mesures.

Les rutabagas remplacent alors pour partie la pomme de terre au titre d'aliment principal. Mais déjà, dès janvier 1917, on donne des cartes de distribution pour cet aliment autrefois nourriture pour bétail. La recherche quotidienne de la nourriture pour la simple survie devient donc un sujet majeur de préoccupation pour des milliers d'Allemands – et souvent un problème insoluble, à la fois en raison des prix et de l'absence criante de moyens de transport. A tel point que des centaines de milliers de personnes meurent de la faim ou des conséquences de la sous-alimentation au cours de ce terrible « Hiver des rutabagas » (*Kohlrübenwinter*).

Pour l'année 1917-1918, l'agriculture allemande annonçait une livraison de 24 millions de tonnes au lieu des 34 millions nécessaires<sup>9</sup>. Il s'avéra que, malgré les appels au patriotisme (campagne de presse, affiches) et la menace de peines sévères, beaucoup de producteurs annonçaient des chiffres falsifiés (10 à 25 % en dessous de la réalité)<sup>10</sup> ou gardaient secrètement des réserves qui approvisionnaient le marché noir. Bien que certains de ces stocks aient été découverts lors de contrôles, la soudure s'annonçait donc déjà tragique<sup>11</sup>.

On imagine bien, dans ces conditions, comment les populations paysannes sont stigmatisées pour leur absence de patriotisme, par des classes populaires urbaines déjà très éloignées de ces dernières. De fait, la situation alimentaire dans les campagnes ne fut jamais aussi difficile qu'en ville – mais ceci était valable pour l'ensemble des pays en guerre.

<sup>4</sup> H. BURGELIN, op. cit., p. 131.

<sup>5</sup> R. BESSEL, *Germany after the First World War*, p. 15.

<sup>6</sup> R. BRIDENTHAL Renate, « Organized Rural Women », in L. E. JONES, J. RETALLACK (dir.), *Between Reform, Reaktion & Resistance*, p. 383.

<sup>7</sup> Dans le pays de Bade, 80 % des fermes sont dirigées par des femmes en 1917.

<sup>8</sup> R. BESSEL, op. cit., p. 15.

<sup>9</sup> Sur les quatre ans de guerre, les besoins minimums estimés par l'Office du Reich ne purent être couverts qu'à 80 %.

<sup>10</sup> J.L. BENVENISTI, « Rural Germany and the Town », *Contemporary Review*, n°125, janvier-juin 1924, p. 604.

<sup>11</sup> A. MICHAELIS, « Kartoffelversorgung im Ersten Weltkrieg », Deutsches Historisches Museum, Berlin, 2005.

### ▪ Les femmes d'agriculteurs y gagnent un poids nouveau

On a vu déjà le rôle majeur des femmes des campagnes pour remplacer la main d'œuvre mobilisée ou défaillante. L'élite d'entre elles, déjà organisée en Association des femmes d'agriculteurs (RLHV)<sup>12</sup>, avant la guerre, est mise à contribution par le gouvernement impérial qu'inquiétait beaucoup ces tensions villes-campagnes. Dans le cadre de l'Office de guerre pour l'alimentation, composé de représentants des États et des associations agrariennes ou des syndicats, il est créé un Conseil des femmes. Celui-ci comprend les femmes dirigeant les principales associations rurales régionales et dont en général les époux sont de grands agrariens aux plus hautes responsabilités.

Parallèlement à cette initiative du gouvernement, les femmes membres des différentes organisations rurales ont fondé, en janvier 1917, une Fédération nationale des associations de femmes d'agriculteurs. Ses buts, hormis ceux traditionnellement définis dans ce type d'associations<sup>13</sup>, sont de ralentir l'exode rural. Sans grand succès, ce programme est repris par une nouvelle Organisation centrale des femmes allemandes de la campagne<sup>14</sup> qui regroupe bientôt plus d'un million de femmes. La propagande de guerre faisait partie des nouveaux objectifs mais aussi, à plus long terme, le développement de la représentation féminine dans les chambres d'agriculture et la formation dans les campagnes, s'appuyant pour ce faire sur une presse féminine rurale, des publications, des conférences. La première conférence se tient à Berlin en février 1918, en présence de la princesse impériale, devant 700 déléguées représentant 2 millions de femmes des milieux ruraux<sup>15</sup>.

La nouvelle loi de décembre 1920 accorde à ces femmes un quota de représentants : les premières élues entrent à la Chambre d'agriculture de Prusse en mars 1921. Dès 1922, 36 femmes siègent dans les différentes chambres régionales d'agriculture. Dans les régions catholiques telles que la Bavière ou la Rhénanie, des organisations féminines spécifiques remplissent le même rôle.

### ▪ La fin de la guerre et le retour des soldats

Pendant la guerre, entre 3 et 4 millions d'hommes des régions rurales, dont 2 millions d'ouvriers agricoles, ont été incorporés. Ils reçoivent régulièrement des congés de manière à pouvoir aider au travail à la ferme. Au moment de la démobilisation, en novembre 1918, on craint fort qu'une grande partie de ces paysans ne retournent pas chez eux, ce qui aurait évidemment été catastrophique pour le secteur agricole qui manquait terriblement de bras. Les pires prévisions sont faites. De nombreux soldats d'origine rurale furent donc déplacés vers leurs régions d'origine, sous contrôle militaire, avant d'être libérés sur place<sup>16</sup>.

Ceci, d'autant plus que la situation de l'année 1918 est catastrophique sur le plan alimentaire. On avait espéré que la paix de Brest-Litovsk et l'occupation de l'Ukraine permettrait un approvisionnement amélioré, mais il n'en est rien à cause de la guerre civile, de la désorganisation totale des transports auxquels s'ajoute la rigueur exceptionnelle de l'hiver 1917-1918 et une maladie de la pomme de terre (champignon) qui réduit d'un tiers la récolte<sup>17</sup>.

Avec les traités de paix et ses conséquences majeures sur le tracé des frontières, une partie importante de terres agricoles fertiles est retirée à l'Allemagne. Un des effets de ces changements de frontières, mais aussi de la chute de la monarchie, est de renforcer la place de l'industrie dans l'économie allemande et d'affaiblir la position des grands propriétaires terriens qui, sous le régime

<sup>12</sup> Reichsverband landwirtschaftlicher Hausfrauenvereine.

<sup>13</sup> Contribuer à l'éducation domestique des femmes et filles de paysans, accroître la production potagère et de volailles (sphère traditionnelle de l'activité rurale féminine), gagner la reconnaissance du travail domestique comme une profession (R. BRIDENTHAL, *op. cit.*, p. 379).

<sup>14</sup> Zentrale der deutschen Landfrauen.

<sup>15</sup> R. BRIDENTHAL, *op. cit.*, p. 385.

<sup>16</sup> R. BESSEL, *op. cit.*, p.198.

<sup>17</sup> J.P. BLED, *op. cit.*, p. 69.

impérial disposaient d'une forte influence sociale, économique et politique<sup>18</sup>.

Les sociétés rurales des régions orientales sont complètement démantelées, une partie des populations déplacées de force. Une des conséquences indirectes de ces bouleversements, mais aussi du ralentissement démographique, est que le courant de main d'œuvre de ces régions de l'est, qui depuis le début de l'industrialisation avait alimenté la croissance de Berlin et de la région industrielle de la Ruhr est totalement interrompu. Par rapport à l'Allemagne impériale, l'Allemagne républicaine est un pays où la mobilité géographique est bien plus réduite<sup>19</sup>.

Quant au nouveau gouvernement socialiste, il s'avère assez peu préoccupé par le sort des paysans. Les paysans les plus pauvres et les manouvriers pouvaient pourtant espérer de sa part un meilleur partage des terres. Et, en effet, on évoqua pendant quelques temps une réforme agraire qui aurait partagé toutes les exploitations dépassant 100 ha. Mais ces projets ne se concrétisèrent pas car les grands propriétaires surent se montrer suffisamment convaincants. Ce ne sont que 10 % seulement des grandes propriétés de l'Allemagne orientale qui firent l'objet de rachats et de partages entre 1918 et 1931. Ceci explique en partie que, dans les campagnes, les idées socialistes eurent du mal à convaincre, même dans les catégories les plus modestes des populations rurales<sup>20</sup>.

Les territoires perdus de l'Est fournissaient 15,7 % de la production de céréales et 18 % de celle de pommes de terre<sup>21</sup>. Sur les surfaces exploitables restantes, les sols étaient épuisés par l'absence d'apport d'engrais et des fertilisants habituels. En 1919, l'Allemagne ne produit plus que la moitié de la production de pommes de terre et de céréales d'avant-guerre<sup>22</sup>.

## II. Une crise sociale et un profond traumatisme après la défaite (1919-1923)

### ▪ Agitation urbaine, organisation rurale

Alors que l'agitation et l'enthousiasme révolutionnaire gagnent les ports et les villes allemandes, les campagnes restent relativement à l'écart de ces mouvements. La machine administrative locale reste en place tout comme l'assemblée régionale (*Landrat*) et la gendarmerie. Même si ça et là on peut noter quelques petites rebellions locales, les vieilles habitudes de domination et de déférence persistent malgré l'effondrement de l'ordre ancien à Berlin. Cependant, la guerre et ses conséquences ont un peu érodé « l'ordre divin » et les relations de confiance qui semblaient prévaloir dans les campagnes avant son déclenchement<sup>23</sup>. Mais les cadres des sociétés rurales traditionnelles ne sont pas vraiment touchés.

Malgré l'effondrement de l'Empire et la période de troubles révolutionnaires, suivi par l'annonce d'un programme de restructuration agraire par le gouvernement républicain, dans les campagnes, ce sont encore les Junkers qui continuent de parler au nom des « intérêts ruraux ». En 1919, le *Deutscher Landbund* se mobilise activement contre la menace révolutionnaire des *Bodenreformer*, ceux qui souhaitent le partage des terres<sup>24</sup>. Le Reichslandbund (RLB) (*Ligue agraire*) se forme en 1921 par la réunion des deux principales associations préexistantes. Ce rapprochement met plus de 5,5 millions d'agriculteurs sous la coupe des Junkers. A eux tous, les membres du RLB dirigent un total de 1,7 million d'exploitations agricoles<sup>25</sup>. Deux autres grandes organisations regroupent les actifs des campagnes : le *Deutscher Landwirtschaftsrat* (*Conseil de l'agriculture allemande*) et la *Vereinigung Christlicher Deutscher Bauernvereine* (*Fédération des unions de paysans chrétiens*).

<sup>18</sup> D. GESSNER, *op. cit.*, p. 134.

<sup>19</sup> M. HAU, *Histoire économique de l'Allemagne XIXe-XXe siècles*, p.101.

<sup>20</sup> H. BURGELIN, *La société allemande (1871-1968)*, p. 164-166.

<sup>21</sup> J.-M. FLONNEAU, *Le Reich allemand*, p. 101.

<sup>22</sup> M. HAU, *op. cit.*, p.96.

<sup>23</sup> R. BESSEL, *op. cit.*, p. 195.

<sup>24</sup> P. BARRAL, *op. cit.*, p. 304.

<sup>25</sup> H. LEBOVICS (dir.), *Social Conservatism and the Middle Classes in Germany, 1914-1933*, p. 32.

### ▪ **La politique agricole du nouveau gouvernement**

Le démantèlement des organismes de contrôle de la production agricole à la fin de la guerre aurait pu permettre l'introduction de mesures de corrections structurelles, telles que des subventions pour la réduction de la production céréalière sur les sols de qualité médiocre ou dans les régions au climat mal adapté. Mais les Républicains sont hantés par la peur des pénuries alimentaires. Et le maintien du blocus par les Alliés après l'armistice, combiné aux difficultés d'approvisionnement que connaissent les grandes villes en raison de l'inflation, conduit à la levée rapide de toutes les mesures de régulation. Ce fut donc, selon Dieter Gessner, une occasion ratée de réformer le secteur agricole. Il estime qu'après la fin de l'inflation, les producteurs agricoles ont tous marché d'un seul pas vers une crise très prévisible, au nom de la sécurité de l'approvisionnement alimentaire du peuple<sup>26</sup>.

### ▪ **La grande inflation et ses effets sur les campagnes**

La période d'hyperinflation des débuts de la république de Weimar a eu des effets très divers selon les couches sociales et les secteurs d'activité. Dans l'agriculture, la noblesse terrienne, malgré le contrôle des prix, amasse les bénéfices et se libère rapidement de ses dettes. De plus, la situation économique assainie tend à renforcer son poids « politique ». Les petits et moyens paysans, qui relèvent des classes moyennes, sont également gagnants pour les mêmes raisons. Quant aux ouvriers agricoles, ils subissent à peu près le même sort que ceux des villes : la crise est difficile à vivre, mais avec le versement quotidien des salaires, la survie au jour le jour est possible, et ils ne perdent rien, n'ayant aucune épargne. La solidarité traditionnelle des sociétés rurales a même dû faciliter les choses.

De ce fait, les agriculteurs qui étaient, avant la guerre, chroniquement endettés et dont l'image était marquée par cette pauvreté et cette insolvabilité permanente, montrent désormais une insolente prospérité face à une classe moyenne urbaine qui meurt de faim. On voit ainsi se multiplier, dans les campagnes, de nouveaux bâtiments agricoles, de nouveaux tracteurs ou des charrues motorisées, des camions. Mais le confort domestique n'est pas non plus oublié : de nouvelles maisons ou des maisons restaurées et aménagées, meublées plus confortablement, avec des tapis, des armoires remplies de trousseaux de linge, etc.<sup>27</sup>

Cette fortune toute nouvelle est suspecte en temps de crise, elle va même jusqu'à provoquer la fureur et les campagnes sont accusées d'affamer les villes, d'autant plus que les augmentations sur les produits alimentaires de première nécessité sont évidemment les plus remarquées. Pourtant les statistiques montrent que ces accusations ne sont pas complètement justifiées. Sur l'exemple du pain, on constate que ce ne sont pas les producteurs de blé, mais surtout les meuniers et les boulangers à qui les augmentations ont bien plus profité<sup>28</sup>.

On accuse aussi les paysans de faire de la rétention de marchandises, pour faire monter les prix, mais aussi pour des raisons politiques, dans le but d'« affamer Berlin » pour faire tomber le gouvernement républicain. Mais la réalité est plus pragmatique : la raison principale de la baisse drastique de l'offre pendant une bonne partie de l'année 1923, c'est tout simplement qu'il n'était plus rentable de vendre certains produits puisque l'on était payé en marks qui n'avaient aucune valeur<sup>29</sup>.

---

<sup>26</sup> D. GESSNER, *op. cit.*, p. 135.

<sup>27</sup> J.L. BENVENISTI, *op. cit.*, p. 602.

<sup>28</sup> *ibid.*, p. 603.

<sup>29</sup> *ibid.*, p. 604.

## UNE ACCALMIE VITE REMISE EN CAUSE PAR LA GRANDE CRISE (1924-1933)

### III. Un mécontentement grandissant (1924-1929)

#### ▪ Des agriculteurs à nouveau en difficulté

Entre 1924 et 1928, au cours des « années d'or », l'économie allemande semble repartie sur des bases saines. Bien que sa part dans le PNB continue de diminuer (23,4 % en 1913, 16,2 % en 1928) et qu'il n'emploie plus que 10,5 % de la population active, le secteur agricole paraît dynamique. Pour compenser la lourde perte territoriale à l'Est, il a réussi une augmentation de la productivité et des rendements grâce à une mécanisation et un usage des engrais renforcés, obtenu des aides de l'État et des crédits bancaires, développé l'enseignement professionnel. L'Allemagne produit en 1929, 38 millions de quintaux de blé, 81 de seigle, 400 de pommes de terre, soit entre 70 et 76 % des productions d'avant-guerre. Son cheptel, reconstitué, atteint 18,5 millions de bovins et 20 millions de porcs<sup>30</sup>. Cependant, dès l'hiver 1923-1924, on a constaté une baisse des prix en raison d'une récolte particulièrement abondante, alors que la demande, de céréales en particulier, a fortement chuté en raison de l'appauvrissement général de la société allemande (environ 25 % de recul)<sup>31</sup>. A cela s'ajoute la nouvelle concurrence des importations de seigle russe et de blé américain qui devient préoccupante.

Alors que l'inflation avait libéré les agriculteurs de leurs dettes, avec la stabilisation monétaire, ils s'endettent à nouveau, pris par une sorte de « psychose du crédit » et encouragés tant par les autorités de l'État que par la forte demande en produits agricoles, et ce malgré des capitaux rares qui entraînent des taux élevés d'emprunts<sup>32</sup>. Beaucoup de grands propriétaires sont persuadés qu'avec l'agitation politique ambiante, une nouvelle inflation est inévitable et ils s'engagent de ce fait dans de très gros emprunts pour moderniser leurs exploitations<sup>33</sup>. C'est ainsi que dans l'est de l'Allemagne, la moitié des exploitations de plus de 100 hectares supporte un endettement supérieur à 40 % de leur valeur<sup>34</sup>. En très peu d'années, les dettes sont énormes, pour tous les types de propriétés. Ce surendettement excessif entraîne une crise aiguë en 1927. L'agriculture allemande ne sortira vraiment de cette crise qu'à partir de 1935-1936.

Le secteur obtient le renforcement d'un tarif douanier déjà protecteur. Mais c'est alors le début d'un affrontement permanent – y compris au sein même des coalitions gouvernementales - avec les intérêts industriels allemands qui sont largement dépendants de l'exportation et donc peu enclins au protectionnisme, même pour les produits agricoles, car ils craignent des mesures de rétorsion.

On estime qu'au milieu des années vingt, plus de 50 % des exploitations agricoles fonctionnent à perte. En juin 1926, la dette agricole atteint 3,7 milliards de marks, en mars 1930, le niveau sera de 7,66 milliards<sup>35</sup>. Cependant, malgré les difficultés du secteur, il serait sans doute faux de surestimer, au moins pour la période jusqu'en 1929, la « crise de rentabilité » car, malgré les fluctuations économiques et financières, l'agriculture a montré un essor continu, justement grâce en partie au protectionnisme de l'État allemand et à l'endettement des paysans pour une modernisation de la production et ce, pas seulement pour les grands propriétaires<sup>36</sup>.

#### ▪ Un niveau de vie à nouveau en baisse

Les paysans qui avaient obtenu de manière assez inespérée une forte progression de la pouvoir d'achat, grâce au sursis donné par l'inflation, voient à nouveau leur niveau de vie se dégrader.

<sup>30</sup> J.-M. FLONNEAU, *op. cit.*, p. 115.

<sup>31</sup> J.L. BENVENISTI, *op. cit.*, p. 606.

<sup>32</sup> D. GESSNER, *op. cit.*, p. 135.

<sup>33</sup> H. BRÜNING, *Mémoires (1918-1934)*, Gallimard, 1974, p. 177.

<sup>34</sup> J.-M. FLONNEAU, *op. cit.*, p.117.

<sup>35</sup> H. LEBOVICS, *op. cit.*, p. 29.

<sup>36</sup> C. ZIMMERMANN, « La modernisation des campagnes allemandes (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) », *Histoire et sociétés rurales*, n° 11, 1<sup>er</sup> semestre 1999, p. 97.

C'est aussi le cas pour les catégories les plus aisées des milieux ruraux. Comme le montrent des études récentes sur la noblesse, les Junkers sont loin d'être restés la classe privilégiée dans l'Entre-deux-guerres. Outre le phénomène de la mondialisation, ils font aussi face à la concurrence, sur le marché national, des grands propriétaires bourgeois dont le nombre augmente. Ce phénomène commencé au tournant du siècle, s'accélère après 1918 et l'on voit la noblesse terrienne se retirer partiellement de l'agriculture alors que les grosses propriétés bourgeoises - dont une partie avaient été acquises par d'anciens paysans aisés - s'étendent au détriment des autres exploitations, jusqu'à la crise agraire de 1928. Il était fréquent, à la fin des années vingt, de rencontrer des exploitations de type capitalistes très florissantes, en liaison étroite avec l'industrie et le capital bancaire et dont les propriétaires n'étaient pas des Junkers<sup>37</sup>.

D'une manière générale, on trouve un partage croissant en deux groupes, celui des « traditionalistes », rétifs à production capitaliste, et celui des « progressistes », aux conceptions identiques à celles des producteurs bourgeois<sup>38</sup>. On sait maintenant que les grands propriétaires terriens de l'Est, qui possèdent la moitié de la SAU totale, furent autant porteurs de la modernisation du secteur agricole allemand que les bourgeois<sup>39</sup>. Par ailleurs, ces derniers sont plus proches, par leurs affinités et leurs modes de vie, des Junkers que des bourgeois citadins, même si les différences d'origine sociale sont rarement surmontées.

#### ▪ Des campagnes modernisées et soudées

En décrivant les campagnes de l'Est, un observateur étranger de l'époque insiste sur la fracture ouverte entre le monde rural et le monde urbain. Les communautés rurales, très soudées, présentent un front uni et même une extrême hostilité envers les villes, en particulier contre Berlin. Ceci est révélateur d'un fort sentiment nationaliste qui imprègne les campagnes, mais il ne faut cependant pas basculer dans une caricature extrême qui opposerait la ville libérale et la campagne réactionnaire. On trouve dans les sociétés rurales des divergences politiques et des sensibilités variées<sup>40</sup>.

Il ne faut pas non plus faire du monde rural un lieu archaïque que la révolution industrielle n'aurait pas touché ! Et ce d'autant plus que la soudaine et forte augmentation du niveau de revenus pendant la crise financière a permis des investissements et des évolutions. On y note par exemple la présence importante de femmes dans les grandes plantations de betteraves à sucre. Les bâtiments de propriétaires de ces lieux sont confortables et modernes, offrant ici ou là un dispensaire médical ou même une salle de cinéma (utilisée entre autres pour la formation professionnelle à l'agriculture scientifique)<sup>41</sup>.

Il ne s'agit donc pas d'un archaïsme rural, mais les sensibilités sont très différentes de celle de la ville. De plus les milieux ruraux et leurs travailleurs profitent peu de « l'État social » car les lois sur le travail et la protection sociale concernent essentiellement la main d'œuvre de l'industrie ou le salariat tertiaire. L'État social a oublié le monde rural, ce qui renforce le sentiment de différence, et avec la dégradation de la conjoncture, le mécontentement monte dans les campagnes.

#### ▪ Le mécontentement rural se manifeste dans les mouvements agrariens

A partir de 1924, les difficultés financières qui se développèrent dans le secteur agricole, mais aussi la marginalisation morale plus accentuée sans doute en Allemagne en raison de la révolution toute récente, se combine pour créer un profond malaise rural qui se traduit, entre autres, par la montée en puissance des associations rurales très conservatrices.

Contrairement aux mouvements urbains, ces mouvements ruraux allemands n'émanent pas des

<sup>37</sup> C. ZIMMERMANN, *op. cit.*, p. 98.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>40</sup> J.L. BENVENISTI, *op. cit.*, p. 600.

<sup>41</sup> *Idem.*

masses populaires, mais ils sont au contraire menés et contrôlés par les grands propriétaires terriens<sup>42</sup>. Le but de ces mouvements corporatistes est d'obtenir une « Agrarpolitik », autrement dit, une intervention directe ou indirecte de l'État afin de protéger leurs intérêts, sous forme d'une politique douanière protectionniste, d'aides et de subventions diverses, de prêts aidés, etc. En plus des motivations premières d'ordre fiscal et financier, l'action agrarienne des élites aurait également eu des motivations morales, à base religieuse. C'est ainsi une certaine vision de la société que l'on défend, le refus de la disparition du monde rural sous l'effet des faillites et de l'exode rural (*Landflucht*), la défense de sa morale traditionaliste souvent luthérienne, conforme à la volonté divine<sup>43</sup>.

En 1929, la situation durable de crise débouche sur la création d'un Front vert (*Grüne Front*) de combat pour un soutien public au secteur agricole en difficulté. Il est formé du RLB, de tous les Bauernvereine régionaux et de quelques autres associations secondaires.

Les négociations débouchent sur l'*Osthilfe*<sup>44</sup> qui prévoit une réduction des dettes, des prêts à faible taux d'intérêt, des importations céréalières limitées par des tarifs douaniers augmentés et des prix contrôlés par l'État<sup>45</sup>. Les éleveurs et les petits exploitants sont peu concernés par ces mesures. Cependant, malgré celles-ci, la crise s'étend à l'ensemble de l'agriculture allemande dont l'endettement reprend des proportions considérables. Les faillites se multiplient, entraînant des mouvements violents de protestation dans certaines régions<sup>46</sup>. Selon le témoignage du chancelier Brüning, le système était devenu perverti par l'habitude des aides de l'État et « *les provinces de l'Est avaient perdu le sens de la mesure* »<sup>47</sup>. Entre l'*Osthilfe* et diverses subventions, un montant de près de 400 millions de marks fut versé à la Prusse orientale en 4 ans, dont la plus grande partie fut engloutie pour rembourser les dettes.

Le gouvernement fédéral met en place, en janvier 1931, des négociations avec le *Grüne Front* pour réfléchir à une vaste programme agraire qui comprendrait en particulier une mise en jachère des sols de qualité la plus médiocre qui pourraient être reboisés, un assainissement des domaines rentables, l'acquisition par l'État des domaines en faillite afin de développer une politique de terres de colonisation à l'Est. On espérait ainsi établir dans les trois ans environ 150 000 colons. Mais les discussions sont très tendues, car le Reichslandbund réclame des actions à court terme<sup>48</sup> et refuse toute perspective à moyen terme, qui impliquait des mesures impopulaires dans un premier temps, mais qui auraient pu assainir durablement l'agriculture allemande<sup>49</sup>.

Cependant, malgré le mécontentement, les milieux ruraux restent dans l'ensemble fidèles à leur parti (Zentrum pour les catholiques, DNVP pour les évangélistes), même si, pour ces derniers, les choses évoluent nettement à partir de 1930.

---

<sup>42</sup> Pour les ouvriers agricoles, souvent isolés et soumis, on note seulement en 1919 un mouvement de syndicalisme, sans lendemains, avec deux fédérations, l'une socialiste, l'autre catholique ; in P. BARRAL, *op. cit.*, p. 306.

<sup>43</sup> P. BARRAL, *op. cit.*, p. 304.

<sup>44</sup> L'aide pour l'Est.

<sup>45</sup> J.-M. FLONNEAU, *op. cit.*, p. 117.

<sup>46</sup> H. BURGELIN, *op. cit.*, p. 164-166.

<sup>47</sup> H. BRÜNING, *op. cit.*, p. 178.

<sup>48</sup> Nouveau relèvement des taxes douanières, interdiction totale d'importation pour certains produits, une réduction immédiate des impôts et un moratoire sur leur paiement.

<sup>49</sup> H. BRÜNING, *op. cit.*, p.180-183.

#### IV. La crise économique remet violemment en cause les quelques acquis sociaux de Weimar (1930-1933)

##### ▪ Le retour de la violence politique

Si le phénomène de la violence rurale n'est pas nouveau dans les sociétés germaniques, on assiste au moment de la crise agraire à une nouvelle éruption de cette violence qui se traduit, par exemple, par des bombes posées dans certains lieux publics tels que les centres d'impôts ou des locaux administratifs, des manifestations d'ampleur (140 000 personnes en janvier 1928) accompagnées de violences anti-policières. Ces actions ne sont aucunement téléguidées par le Parti nazi, il n'en a pas besoin car les paysans s'organisent largement eux-mêmes, y compris en créant un nouveau mouvement plus radical encore, le Land Volksbund (LVB) qui n'est pas entièrement composé des paysans, mais est largement dominé par eux. Ce mouvement, comme les autres, défend le corporatisme agraire<sup>50</sup>. Parmi les actions radicales qu'il préconise, toutes anti-républicaines, violentes et démagogues, on trouve des attaques contre les lieux de mises aux enchères des propriétés en faillite, la grève des impôts, etc.

De manière plus atténuée, certes, les problèmes agraires et l'intransigeance des représentants de l'Est provoquent aussi de fortes tensions à l'intérieur même du *Zentrum*. Les députés de l'Ouest estiment qu'il faut abandonner l'*Osthilfe* et trouver une solution d'ensemble à la question du crédit agricole<sup>51</sup>. En attendant, le montant voté en 1931 est de 1,5 milliards de marks pour le remboursement des dettes. De plus, les taxes locales et les taux du fret sont abaissés. En 1932, près de la moitié de ces fonds sont versés pour des propriétés dépassant 100 ha<sup>52</sup>. Il ne semble pas pour autant que ces différences de traitement aient attisé les tensions dues aux conflits d'intérêts entre petits et grands propriétaires.

##### ▪ Les effets de la dépression économique sur le monde rural

Dans le secteur agricole, il n'y a pas de véritable recul de la production, cependant l'endettement est très élevé et les difficultés engendrées par les méventes, lors de la dépression de 1929-1932, s'ajoutent à celles déjà engendrées par la crise agraire de 1927-1928.

A la fin des années vingt, avant la crise, l'économie allemande est une économie avec une forte intervention de l'État, avec des prix et de salaires sous contrôle, tout comme les importations. En conséquence, lors de la crise, les prix ne chutent pas fortement. D'une manière générale la chute moyenne se situa à 15 % alors que les prix agricoles sur le marché libre mondial plongent de 40 à 70 %. Les taxes à l'importation pour le blé et le seigle (production des Junkers) restèrent très élevées, ce qui eut pour conséquence de maintenir les prix relativement stables tout au long de la dépression. Par contre, les taux des taxes à l'importation sur le bœuf, le beurre et les charcuteries (principales productions des petits paysans) étaient assez faibles. De plus, les taxes sur les importations de nourriture animale étaient également élevées, pour forcer les petits éleveurs à se fournir auprès des gros producteurs nationaux<sup>53</sup>. Ceci ne suffisait cependant pas à absorber la surproduction des grands domaines, et tous les exploitants, grands comme petits, faisaient face aux strictes restrictions sur les crédits. D'où des situations très difficiles, malgré une chute limitée des prix (sauf la viande). Le nombre de fermes vendues aux enchères passa de 3 173 à 6 121 entre 1929 et 1932, même si la plus grande majorité d'entre elles resta sous propriété paysanne.

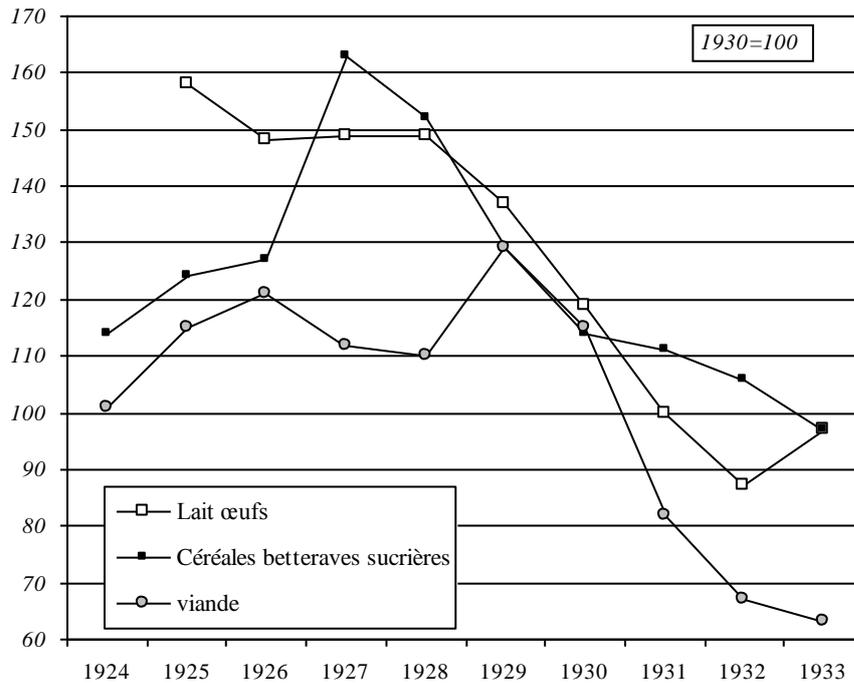
<sup>50</sup> J.E. FARQUHARSON, *The Plough and the Swastika*, Chap.1. L'auteur présente ce mouvement comme un mélange de fascisme et de poujadisme.

<sup>51</sup> H. BRÜNING, *op. cit.*, p. 180-181.

<sup>52</sup> H. LEBOVICS, *op. cit.*, p. 41.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 40.

### Indice des prix agricoles de 1914 à 1933 <sup>54</sup>



La situation des paysans se dégrade donc de jour en jour et le découragement gagne ces sociétés rurales qui n'espèrent plus rien du gouvernement républicain et encore moins des partis ouvriers, à juste titre. La voie est largement ouverte pour d'autres influences...

#### ▪ La charrue et le svastika<sup>55</sup>

Jusqu'en 1928, le parti nazi s'était largement désintéressé des milieux ruraux et son programme, bien que très flou sur les questions agraires, était assez peu acceptable pour les paysans. Il faut d'ailleurs noter que le vote rural NSDAP, au cours des années vingt, n'est pas majoritairement un vote paysan, mais plutôt celui des autres catégories populaires ou de la classe moyenne inférieure des communautés rurales, tels que les artisans<sup>56</sup>.

Au moment de la crise, le NSDAP prit conscience du désespoir rural et se mit à développer une véritable stratégie agraire, en mettant l'accent sur la nécessaire préservation de la paysannerie. C'est Richard W. Darré, le futur ministre de l'agriculture du III<sup>e</sup> Reich, un agronome déjà réputé, qui est chargé de la question agraire au sein du parti. Cela correspondit à une offensive à l'Est, car la Prusse orientale représentait un potentiel encore non développé, alors que la conquête des campagnes de Bavière ou du Schleswig-Holstein était déjà en bonne voie.

Une des techniques était le noyautage des organisations agraires, à commencer par la plus importante de toutes, le RLB et parallèlement étaient menées de violentes attaques personnelles et publiques contre la plupart de ses dirigeants. Un petit parti politique, représentatif des milieux ruraux, le Christlich-Nationale Bauern- und Landvolk Partei (CNBLP), qui s'était montré très hostile au NSDAP, est également l'objet d'une massive campagne de presse à la fin de l'année 1931. Enfin, la dernière attaque coordonnée du NSDAP contre les représentants du monde rural fut celle portée contre les chambres d'agriculture, là encore par la pratique du noyautage<sup>57</sup>.

Le résultat est foudroyant. On assiste à des conversions de communautés rurales en bloc ou presque. En ce sens, la traditionnelle cohésion de la société rurale a joué à plein et a facilité le rapide développement du parti et de ses sympathisants dans ces communautés villageoises

<sup>54</sup> D'après D. GESSNER, *op. cit.*, p. 137.

<sup>55</sup> Titre de l'ouvrage de J.E. FARQUHARSON, *op. cit.*

<sup>56</sup> J.E. FARQUHARSON, *op. cit.*, Chap.1.

<sup>57</sup> *Ibid.*, Chap.2.

homogènes<sup>58</sup>. Cette stratégie s'avéra largement efficace, au moins dans les régions protestantes. La chose devient évidente lors du vote de septembre 1930 : dans les communautés rurales de moins de 2000 habitants, Hitler obtint 35 % des voix, contre moins de 25 % dans les zones urbaines<sup>59</sup>.

En effet, le milieu évangélique rural était farouchement attaché à la culture « völkisch », nationaliste, et il se montra donc particulièrement sensible à l'idéologie nazie dans ce domaine<sup>60</sup>. Il était logiquement proche des partis très conservateurs (DVP et DNVP)<sup>61</sup> : un monde s'était écroulé en 1918 (fin de l'alliance du trône et de l'autel). Il faut de plus prendre en compte l'autre base idéologique du protestantisme allemand : la « Kulturkritik », une critique fondamentale de la civilisation moderne et du matérialisme<sup>62</sup>.

Jusqu'en 1930, le mouvement nazi avait été peu pris en compte dans les discussions au sein des mouvements protestants. Cette situation changea totalement après les élections de septembre 1930 et les idées national-socialistes furent désormais au centre de tous les débats internes, d'autant plus que la crise dans laquelle la société allemande s'enfonçait donnait le sentiment d'une crise spirituelle et morale<sup>63</sup>.

Le parti nazi a été soutenu par les petits paysans et non par les grands propriétaires terriens, la structure sociologique de l'agriculture allemande, faite comme on l'a vu d'une écrasante majorité de petits propriétaires, ayant été pour lui une aide essentielle<sup>64</sup>. Les communautés rurales avaient été largement attisées contre la république de Weimar par les associations agraires et les partis de droite et cela a grandement facilité la pénétration des idées du NSDAP, qui par une habile propagande ne se montraient guère différentes.

#### ▪ Peu de résistance à la poussée extrémiste

Le seul parti qui réussit à se maintenir, sans aucune perte jusqu'aux élections de 1933, fut le Zentrum catholique. En effet, les régions à dominante catholique et dans lesquelles le Zentrum a une forte influence<sup>65</sup>, ne basculent pas dans le camp du NSDAP en 1930-1932. Ce parti a soutenu la mise en place de la constitution de Weimar, mais il n'a pas demandé à ses partisans d'adhérer à la république et à ses idées, seulement de respecter, dans leurs revendications, le droit et la légalité. Ceci permettait à des monarchistes « de cœur » ou convaincus de rester membres du Zentrum et les catholiques montrèrent donc une grande fidélité à leur parti qui s'engagea largement dans la politique, offrant plusieurs chanceliers à la république de Weimar<sup>66</sup>.

Contrairement au milieu protestant et aux partis conservateurs qui les représentaient, les milieux catholiques et le Zentrum formaient donc un front défensif uni contre le mouvement nazi<sup>67</sup>. On vit des grands propriétaires terriens, tel le prince Walburg-Zeil, soutenir financièrement des campagnes (presse, tracts) contre le parti nazi. Et contrairement au DVP et au DNVP, le Zentrum émettait de fortes critiques envers l'idée d'un État autoritaire. Des études récentes montrent bien que le catholicisme, pratiqué ou pas, fut le facteur décisif de résistance au national-

---

<sup>58</sup> *Ibid.*, Chap.1.

<sup>59</sup> Avec cependant des variations importantes de 25 à 39 % selon les localités, à l'intérieur même d'une même région, J.E. FARQUHARSON, *op. cit.*, Chap.1.

<sup>60</sup> K. SONTHEIMER, « La culture politique de la république de Weimar », in G. KREBS, G. SCHNEILIN, *op. cit.*, p. 84.

<sup>61</sup> Le parti populaire allemand (Deutsche Volkspartei, DVP) est plutôt libéral, le parti national allemand (Deutschnationale Volkspartei, DNVP) est plus réactionnaire (monarchiste).

<sup>62</sup> A. WIRSCHING, « Le protestantisme allemand et la fin de la république de Weimar », in G. KREBS, G. SCHNEILIN, *op. cit.*, p. 185.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 187 et 191.

<sup>64</sup> J.E. FARQUHARSON *op. cit.*, p. V.

<sup>65</sup> Près de la moitié des catholiques pratiquants votent pour lui (H. HÜRTEIN, « L'Église catholique et la fin de la république de Weimar », in G. KREBS, G. SCHNEILIN, *Weimar ou de la démocratie en Allemagne*, PIA, 1994, p. 195).

<sup>66</sup> H. HÜRTEIN, *op. cit.*, p. 196-197. Chanceliers issus du Zentrum : Karl Joseph Wirth (1921-1922), Wilhelm Marx (1923-1925), Heinrich Brüning (1930-1932), Franz von Papen (1932).

<sup>67</sup> A. WIRSCHING, *op. cit.*, p. 187.

socialisme<sup>68</sup>.

Les nationaux-socialistes remportèrent donc des succès électoraux de plus en plus grands dans les régions d'élevage du nord de l'Allemagne, mais aussi en Prusse orientale, en Poméranie et en Silésie où les propriétaires étaient mécontents de l'aide octroyée par le gouvernement Brüning, qui n'avait pas empêché la faillite ni le partage de certaines exploitations<sup>69</sup>. Dans ses mémoires, Brüning évoque cette habile exploitation, par les Nazis, de l'état d'esprit en Allemagne centrale, en Saxe et à l'Est<sup>70</sup>.

#### ▪ L'échec du mouvement agrarien

C'est donc bien l'échec du mouvement agrarien, pourtant dynamique<sup>71</sup>, qui a conduit à ces dérives. Une crise de légitimité dans sa direction qui n'arrivait plus à convaincre le gouvernement, ajoutée à la crise agraire de 1927-1928, finirent par faire perdre de l'influence au *Reichslandbund* parmi les petits et moyens agriculteurs, qui avaient suivi le mouvement jusque là, mais qui rejoignirent progressivement le parti national-socialiste<sup>72</sup>.

De plus, des études montrent la convergence entre une partie des élites agrariennes et le populisme nazi dans les cinq dernières années de la République. La faiblesse et la déstabilisation des élites rurales ont facilité l'ascension du NSDAP, mais encore plus celles-ci lui ont préparé le terrain par un discours négatif, anti-républicain, voire fascisant, de mobilisation de masses rurales relativement dociles<sup>73</sup>.

#### ▪ Les mouvements des femmes ont aussi favorisé les progrès du national-socialisme

On a vu que dès la guerre, les mouvements féminins ruraux se sont développés et, avec la forte tradition associative allemande, ils ont largement contribué à véhiculer, dans les campagnes, une vision corporatiste de la société qui minimisait les différences sociales. Dès le début, ces mouvements se sont inscrits dans le cadre traditionnel de la société à domination masculine sans remettre en cause la séparation des sphères masculines et féminines – en ce sens donc aucunement comparables aux mouvements féministes urbains.

La chute de l'Empire avait entraîné la mise en place des droits politiques pour les femmes et elles devenaient de ce fait un enjeu. Or, en acceptant de situer leurs revendications dans ce cadre étroit, ces associations rurales de femmes contribuèrent à apporter un réel soutien aux nazis sur leur vision de la réorganisation de la société – rurale et urbaine, et à instiller dans l'esprit de leurs nombreuses adhérentes une attitude tout à fait propice au développement du nazisme. Ce fut bien compris par le gouvernement nazi après son accession au pouvoir puisque, loin d'être interdit, le RLHV assura officiellement, à partir de 1934, la direction morale de toutes les femmes des propriétés rurales de l'organisation paysanne nazie.

#### ▪ L'assaut final

Alors que l'électorat du DNVP et du DVP subit des fuites de plus en plus nombreuses vers le NSDAP, de façon très remarquable, le Zentrum ne perd pas son électorat, pourtant recruté dans toutes les couches sociales, qui reste extrêmement stable jusqu'en 1933. Les paysans catholiques qui auraient pu être sensibles à la propagande nazie et à ses idées conservatrices, ne modifient en rien leur vote<sup>74</sup>. Cependant, à la direction du Zentrum, le soutien à la république de Weimar faiblit

<sup>68</sup> H. HÜRTE, *op. cit.*, p. 199-200, 202.

<sup>69</sup> H. BURGELIN, *op. cit.*, p. 164-166.

<sup>70</sup> H. BRÜNING, *Mémoires (1918-1934)*, p. 176.

<sup>71</sup> Six millions d'adhérents en 1924, en comptant les familles.

<sup>72</sup> S. MERKENICH, *Grüne Front gegen Weimar*, p. 424.

<sup>73</sup> S. BARANOWSKI, « Convergence on the Right », in L. E. JONES and J. RETALLACK, *op. cit.*, p.407-432.

<sup>74</sup> P. LÉON, *Histoire économique et sociale du monde*, t. 5, Colin, 1977, p. 354.

de plus en plus alors même que le parti avait contribué à la mise en place de sa constitution<sup>75</sup>. Le parti va faire une erreur tragique face à la situation du début de l'année 1933.

Après son accession au pouvoir, Hitler avait besoin du vote des pleins pouvoirs. Il fit les concessions apparentes suffisantes pour obtenir, *in extremis*, le soutien de Zentrum lors du vote du 23 mars 1933. Celui-ci, par un vote unitaire après de longues tractations internes, apporta sa voix à Hitler dans l'espoir de le maintenir ainsi sur le chemin de la légalité...<sup>76</sup>

## Conclusion

S'il est vrai que dans sa majorité, le monde rural allemand a fini par apporter un large soutien au parti nazi, il faut donc cependant nuancer le propos par les études régionales et en tenant compte des positions religieuses<sup>77</sup>. Les années 1930 sont le moment de l'achèvement du processus développé dès le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'industrialisation, accéléré autour des années 1890 avec la grande dépression et la seconde phase de l'industrialisation. Cette situation n'a pas été spécifique à l'Allemagne et les sociétés rurales de toute l'Europe en voie d'industrialisation en ont fait l'expérience souvent douloureuse. Le sentiment de marginalisation a tendu partout à replier sur soi le monde rural. Mais la situation particulièrement difficile de l'économie allemande sous la République de Weimar, la conflictualité forte dans cette société n'ont pas permis d'accompagner convenablement la fin de ce mouvement partout inexorable, mais plus accéléré en Allemagne qu'en France, par exemple. Le parti nazi, par une habile propagande et une grande démagogie, a su exploiter à son bénéfice les mécontentements de milieux qui se considéraient comme délaissés par la République et par la société allemande, fortement industrialisée et urbanisée.

Si l'on considère la thèse de Kurt Sontheimer selon laquelle « *la culture démocratique de la république de Weimar n'était ni assez forte ni suffisamment capable de se défendre pour pouvoir stabiliser la république* »<sup>78</sup>, la réflexion est sans doute encore plus avérée dans le cas des classes populaires rurales. On a vu que la société de soumission rurale avait à peine été affectée par les bouleversements politiques de 1918-1919. Moins éduqué dans son ensemble, c'est un milieu qui a été bien plus lent à intégrer les changements de toute nature, y compris aussi dans le domaine politique où il se révèle extrêmement conservateur. La population de moins en moins nombreuse qui accepte de vivre dans un monde décalé, en marge de la modernité des villes, est de plus en plus concernée par les évolutions culturelles étonnantes de Weimar. Il n'y a donc pas de consensus général de la société. Si l'on met en perspective avec l'histoire d'autres pays, cette si courte histoire de la république imposée à un monde qui n'y est pas préparé, on comprendra mieux pourquoi le greffon n'a pas pris. On ne peut pourtant pas – même si cela a pu déjà être affirmé – faire des classes populaires rurales le principal support de l'émergence du NSDAP. Cela ne reflèterait pas la réalité.

---

<sup>75</sup> K. SONTHEIMER, *op. cit.*, p. 83.

<sup>76</sup> H. HÜRTEIN, *op. cit.*, p. 204.

<sup>77</sup> G. CASTELLAN (*L'Allemagne de Weimar*, 1969) avait montré que la géographie électorale allemande de cette époque mettait clairement en évidence le facteur religieux.

<sup>78</sup> K. SONTHEIMER, *op. cit.*, p. 82.